

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

et

RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Volume II

(Centre du commerce international)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/9607)



NATIONS UNIES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

et

RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Volume II

(Centre du commerce international)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/9607)



NATIONS UNIES

New York, 1974

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Lettres d'envoi	v
<u>Chapitres</u>	
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	7
III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973	9
<u>Etat I.</u> Etat récapitulatif de l'actif, du passif et du solde des fonds au 31 décembre 1973	10
<u>Etat II.</u> Fonds général - Recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973	12
<u>Etat III.</u> Ouvertures de crédits, dépenses engagées et solde inutilisé des ouvertures de crédits de l'exercice 1973	13
<u>Etat IV.</u> Fonds d'affectation spéciale pour des projets dont le coût est imputé sur des ressources extra-budgétaires - Solde reporté de l'exercice précédent, allocations et dépenses de 1973 et solde au 31 décembre 1973	14
TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES	
<u>Tableau 1</u> Comptes de dépôt des fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 1973	16
<u>Tableau 2</u> Fonds d'affectation spéciale pour les projets dont le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires - Allocations et dépenses de l'exercice précédent et solde au 31 décembre 1972	17
IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	18

LETTRES D'ENVOI

Le 23 mai 1974

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes annuels du Centre du commerce international, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également transmises au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général,
(Signé) Kurt WALDHEIM

Monsieur le Président
du Comité des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 25 juin 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joints les états financiers du Centre du commerce international présentés par le Secrétaire général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et certifiés exacts.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes du Centre du commerce international pour l'exercice 1973.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie
et
Président du Comité des commissaires aux
comptes,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes du Centre CNUCED/GATT du commerce international, ainsi que les comptes vérifiés qui comprennent quatre états et deux tableaux.
2. Le Centre CNUCED/GATT du commerce international a été établi le 1er janvier 1968 conformément aux dispositions proposées dans un rapport du Secrétaire général en date du 30 octobre 1967 ^{1/} et approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2297 (XXII) du 12 décembre 1967. Il était prévu que le Centre serait dirigé par un directeur désigné d'un commun accord par le secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Directeur général de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et que le budget ordinaire du Centre serait pris en charge, à parts égales, par la CNUCED et le GATT. Les parties contractantes au GATT ont pris une décision analogue le 22 novembre 1967 (document SR.24/14).
3. Initialement, la responsabilité du contrôle budgétaire et financier des fonds du Centre était assumée, entre autres, par le Directeur général du GATT. En automne 1972, les chefs de secrétariat de la CNUCED et du GATT ont procédé à un réexamen des dispositions administratives en vigueur. Le rapport relatif à cet examen a été soumis au Conseil du GATT par le Directeur général du GATT dans le document C/W/212. Des modifications supplémentaires ont été proposées dans une note du Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session (A/C.5/1533), afin d'harmoniser lesdites dispositions avec les arrangements en vigueur à l'Office des Nations Unies à Genève en ce qui concerne l'appui administratif aux organisations qui ont leur siège à Genève.
4. Le Directeur général du GATT a cessé d'être responsable de la gestion administrative et financière du Centre à partir du 1er janvier 1973, mais, à titre de mesure intérimaire, il a continué à diriger les opérations essentielles du Centre du 1er janvier au 28 février 1973. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en accord avec le Directeur général du GATT, a chargé le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève d'assumer, à compter du 1er mars 1973, la responsabilité de la gestion administrative et financière du Centre de commerce international (CCI), ainsi qu'il est indiqué dans le document A/C.5/1533.
5. Le GATT a remis ses comptes intérimaires au 28 février 1973, notamment le grand livre et les comptes budgétaires, les états de paie et les liquidités. Les soldes reportés au 1er janvier 1973 ont été apurés d'après le rapport financier du Directeur général du GATT sur les comptes de 1972, qui figurent dans le document ITC/AG/31 du 23 août 1973. Des comptes distincts ont été ouverts pour le Fonds général du CCI et pour ses fonds d'affectation spéciale dans le cadre du

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/6879.

système de comptabilité de l'Organisation des Nations Unies et les opérations effectuées en janvier et février 1973 y ont été comptabilisées.

6. Les liquidités détenues par le GATT pour le compte du CCI, au 28 février 1973, s'élevaient à 10 141 953,20 francs suisses. Cette somme a été transférée comme suit à l'Organisation des Nations Unies :

		<u>Francs suisses</u>
9 mars 1973	Chèque en francs suisses	315 600,06
9 mars 1973	Chèque pour 148 074,31 dollars des Etats-Unis (au taux de 3,67 francs suisses pour un dollar)	543 432,72
8 mars 1973	Dépôts (Dollars E.-U.)	
Kleinworth and Benson Ltd., Londres	500 000 à 6 p. 100 venant à échéance le 5 mars 1973	
	505 250 à 6 11/16 p. 100 venant à échéance le 5 avril 1973	
	143 413,34 à 6 1/8 p. 100 venant à échéance le 24 avril 1973	
Lloyds and Borsa Ltd., Londres	500 000 à 6 p. 100 venant à échéance le 6 mars 1973	
	515 416,67 à 6 5/8 p. 100 venant à échéance le 5 avril 1973	
Irving Trust Co., Londres	365 326,10 à 7 p. 100 venant à échéance le 15 mars 1973	
TOTAL	<u>2 529 406,11</u> (à 3,67 francs suisses pour un dollar) :	<u>9 282 920,42</u>
	TOTAL	<u>10 141 953,20</u>

7. Les états financiers portent sur l'ensemble de l'exercice 1973.

Etat I. Etat récapitulatif de l'actif, du passif et du solde des fonds au 31 décembre 1973

8. L'actif au titre du Fonds général et des fonds d'affectation spéciale atteignait au 31 décembre 1973 un montant total de 6 021 966 dollars.

9. Fonds général

a) Actif

i) Le disponible en banque s'élevait à 159 411 dollars;

- ii) Les sommes à recevoir d'un montant de 89 134 dollars comprenaient 44 155 dollars correspondant à diverses avances consenties à des fonctionnaires et 44 979 dollars correspondant à des factures non réglées au titre de publications et de services; toutes ces sommes sont en train d'être recouvrées;
 - iii) Les dépenses payées d'avance s'élevaient à 7 228 dollars.
- b) Passif
- i) Diverses sommes à payer d'un montant de 75 645 dollars comprenaient 38 222 dollars correspondant à des délégations de traitement et 37 423 dollars correspondant à diverses dépenses de 1973 qui n'avaient pas été payées;
 - ii) Le montant total de l'excédent disponible au 31 décembre 1973 s'élevait à 16 061 dollars dont 11 754 dollars, représentant l'excédent de 1973, ont été alloués au titre des dépenses de 1974, ce qui laisse un solde non alloué de 4 307 dollars;
 - iii) La valeur à la date de l'achat du matériel permanent, y compris le mobilier, le matériel et les véhicules encore utilisés, qui est comptabilisée en tant qu'élément d'actif, s'élevait à 72 158 dollars.

10. Fonds d'affectation spéciale

- a) Actif
- i) Les fonds détenus s'élevaient au total à 3 445 263 dollars, dont 130 121 dollars étaient disponibles en banque, 3 311 092 dollars étaient placés dans des comptes de dépôt à court terme porteurs d'intérêts (voir détails au tableau 1) et 4 050 dollars correspondaient à deux avances de fonds,
 - ii) Les contributions à recevoir au titre des fonds d'affectation spéciale s'élevaient au total à 2 192 088 dollars, à recevoir des donateurs suivants :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Organisme suédois de développement international (SIDA)	2 042 145
Organisme danois de développement international (DANIDA)	38 985
Pays-Bas	88 881
Divers	22 077

Ces montants représentent le solde dû au titre de fonds alloués à des projets dont certains s'échelonnent sur les années 1974, 1975 et 1976;

iii) Les sommes diverses à recevoir s'élevaient à 83 434 dollars et comprenaient 33 387 dollars correspondant à diverses avances consenties à des fonctionnaires, 41 704 dollars correspondant à des intérêts échus et 8 343 dollars à des sommes diverses. Toutes ces sommes sont en train d'être recouvrées.

b) Passif

- i) Les sommes à payer, d'un montant de 48 154 dollars, se décomposent comme suit : montants à facturer (7 000 dollars), effets en souffrance (14 926 dollars), sommes à verser par d'autres services au titre de la rémunération des fonctionnaires sur le terrain (2 085 dollars), sommes dues au titre des frais de logement (12 911 dollars) et sommes diverses (11 232 dollars);
- ii) Le montant total des réserves se chiffre à 259 960 dollars dont 67 802 dollars correspondent à une réserve destinée à couvrir les indemnités versées à la cessation de service, qui est alimentée par la différence entre les coûts standards utilisés pour comptabiliser les traitements des fonctionnaires et les rémunérations effectivement versées. L'autre réserve est une réserve au titre des projets. La pratique suivie au cours des années précédentes consistait à répartir entre les différents projets les intérêts provenant du placement des fonds temporairement non alloués ainsi que les gains au change. En 1973, ces sommes ont été réparties entre les différents donateurs, ce qui a permis de constituer pour la plupart d'entre eux une petite réserve que le Centre pourra utiliser pour couvrir d'éventuelles pertes au change ou d'autres petites dépenses à effectuer, le cas échéant, au titre des divers projets. Le montant de cette réserve au 31 décembre 1973 était de 192 158 dollars;
- iii) Fonds d'affectation spéciale non alloués. Les fonds détenus par le Centre au 31 décembre 1973 s'élevaient à 361 719 dollars. La plus grande partie de cette somme était immobilisée en attendant l'approbation définitive de nouveaux projets ou de la poursuite de projets en cours. Sur ce montant, 24 852 dollars provenaient de l'Organisme suédois de développement international (SIDA), 278 721 dollars de l'Organisme norvégien pour le développement international (NORAD) et 58 146 dollars de donateurs divers.

Etat II. Fonds général - Recettes et dépenses pour l'exercice
terminé le 31 décembre 1973

1. Recettes

a) Contributions. Des contributions d'un montant de 1 138 400 dollars ont été initialement approuvées par l'Assemblée générale d'une part, dans sa résolution 3044 (XXVII), et par les parties contractantes au GATT, d'autre part, dans le document SR.28/2 et Corr.1, soit au total 2 276 800 dollars. Des contributions supplémentaires d'un montant total de 318 000 dollars ont été reçues comme suite à l'ouverture de crédits additionnels (voir document C/M/91 du GATT et résolution 3195 A (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 18 décembre 1973). Le montant total révisé des contributions, soit 2 594 800 dollars, a été reçu par le Centre;

b) Recettes accessoires. Alors que le montant des recettes prévues à ce titre était de 26 342 dollars, le montant effectif des recettes a été de 10 747 dollars. Les revenus de placements ont été inférieurs de 4 247 dollars au montant prévu, du fait que les organisations qui versent des contributions au Centre ont adopté un système de paiement échelonné pour leurs contributions. Les recettes de la vente de publications ont également été inférieures de 7 429 dollars au montant prévu, en raison d'une politique délibérée visant à décourager les ventes dans les pays développés. Les pertes au change se sont chiffrées à 16 779 dollars. On peut considérer toutefois que ce manque à gagner a été en grande partie compensé par des économies réalisées lors du règlement en 1973, d'engagements de l'exercice précédent (9 858 dollars) et par le remboursement des cotisations versées par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (5 995 dollars);

c) Virement d'excédents budgétaires. Un montant de 2 358 dollars, correspondant à l'excédent de 1972, a été viré aux recettes conformément aux dispositions en vigueur;

d) Contributions au titre des frais généraux relatifs aux projets dont le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires. Les contributions reçues à ce titre en 1973 se sont élevées à 454 132 dollars. Elles ont été inférieures de 46 466 dollars au montant prévu en ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et supérieures de 1 303 dollars au montant prévu en ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale. Un montant de 45 163 dollars, comptabilisé comme recettes provenant d'autres sources, a été reçu pour couvrir les frais généraux afférents à l'exécution de programmes spéciaux de formation en collaboration avec deux pays déterminés;

e) Les recettes effectives de 1973 ont été inférieures de 15 595 dollars au montant estimatif révisé;

f) Excédent. Les dépenses se sont élevées à 3 057 730 dollars contre des recettes d'un montant de 3 062 037 dollars, ce qui laisse un excédent de 4 307 dollars qui a été versé au compte d'excédents.

Etat III. Ouvertures de crédits, dépenses engagées et solde inutilisé des ouvertures de crédits de l'exercice 1973

12. Ouvertures de crédits. Des crédits d'un montant total de 2 751 500 dollars ont été initialement approuvés pour l'exercice (voir le document L/3747 du GATT) et inclus dans les crédits approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies pour 1973 dans sa résolution 3044 A (XXVII) au titre de la CNUCED. A ce montant, il convient d'ajouter 318 000 dollars approuvés à titre de crédits additionnels par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 3195 A (XXVIII) et par le Conseil du GATT (document C/M/91). Ces crédits additionnels ont été ouverts pour permettre au Centre de couvrir les dépenses supplémentaires découlant des réalignements monétaires. Le crédit total de 3 069 500 dollars a été réparti entre le Titre premier - Secrétariat (2 623 500 dollars) et le Titre II - Frais généraux relatifs aux projets dont le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires (446 000 dollars). Etant donné la nature aléatoire des crédits

inscrits au Titre II, il est entendu que le montant des dépenses imputables sur ce titre ne devra pas dépasser les sommes effectivement reçues sous la forme de contributions au titre des frais généraux. En 1973, il a été reçu une somme de 8 132 dollars en sus du montant initialement prévu; ainsi, le montant total des crédits ouverts pour l'exercice s'élève à 454 132 dollars en ce qui concerne le Titre II, et à 3 077 632 dollars pour l'ensemble du budget.

13. Dépenses engagées. Le montant total des dépenses engagées s'est élevé à 3 057 730 dollars; l'excédent budgétaire est donc de 19 902 dollars. Cet excédent provient des économies nettes réalisées au Titre premier, principalement au chapitre 3 (Frais de voyage du personnel en mission) et au chapitre 6 (Frais généraux). Les dépenses engagées au chapitre 6 au titre des frais postaux et des frais de transport ont été inférieures au montant prévu. Certaines dépenses communes de personnel (frais de voyage et de déménagement à l'occasion de nominations et de cessations de service et indemnités versées à la cessation de service) ont été supérieures aux prévisions, en raison de nominations et de départs imprévus, mais les dépassements de crédit ont été couverts grâce à des virements du chapitre premier et du chapitre 6, ainsi qu'il est indiqué dans l'Etat III. Des virements ont également été faits du chapitre 9 (Frais de voyage du personnel en mission) au chapitre 8 (Traitements et salaires) et au chapitre 10 (Frais généraux) du titre II.

Etat IV. Fonds d'affectation spéciale pour des projets dont
le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires -
Solde reporté de l'exercice précédent, allocations et dépenses
de 1973 et solde au 31 décembre 1973

14. Allocations. Le montant total des fonds alloués pour 1973 à des projets en cours s'est élevé à 7 291 346 dollars sur lesquels on a dépensé 2 236 481 dollars, montant qui a été ramené à 2 236 262 dollars par suite du remboursement de dépenses de l'exercice précédent (219 dollars). Sur ce montant, 1 990 827 dollars correspondaient à des dépenses engagées au titre de projets et 245 435 dollars à des contributions au titre des frais généraux. Le solde des allocations s'élevait au 31 décembre 1973 à 5 055 084 dollars dont 2 192 088 dollars ont été comptabilisés dans l'Etat I en tant que contributions à recevoir.

Versements à titre gracieux et sommes passées par profits et pertes

15. Conformément aux dispositions des articles 10.3 et 10.4 du règlement financier, on signale qu'il n'a été fait aucun versement à titre gracieux et qu'aucune perte ni aucun manquant n'a été passé par profits et pertes dans les fonds ou comptes sur lesquels porte le présent rapport.

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après numérotés de I à IV, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs du Centre CNUCED/GATT du commerce international pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière du Centre au 31 décembre 1973.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. S. ESCALLON O.

L'Auditeur général du Canada,

(Signé) J. J. MACDONELL

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. HAMID

Le 25 juin 1974

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973

Etat récapitulatif de l'actif, du passif et du solde des fonds au 31 décembre 1973

Actif	Passif et solde des fonds	
	1972 Dollars	1973 Dollars
I. Fonds général		
Disponibilités à court terme		
Disponibles en banque et encaisse	1 256	159 411
Sommes à recevoir	102 197	89 134
GATT : liquidités et dépôts pour le compte du CCI	101 201	-
Dépenses payées d'avance	14 603	7 228
Exigibilités à court terme		
Engagements non réglés		146 122
Réserve pour pertes ou publications invendues		3 513
Sommes à payer		119 166
Somme due à l'Organisation des Nations Unies		-
Somme due aux fonds d'affectation spéciale du CCI		(63 674)
Recettes comptabilisées d'avance		20
		205 147
		239 712
Solde du Fonds		
Solde au 1er janvier		16 722
A déduire : crédit ouvert au titre des dépenses de l'exercice en cours		16 364
Solde des crédits ouverts au titre des dépenses de l'exercice suivant		2 358
A ajouter : excédent des recettes sur les dépenses (voir Etat II)		11 754
Solde au 31 décembre		14 112
Total des disponibilités	219 259	219 259
		255 773
II. Fonds d'affectation spéciale		
Disponibilités à court terme		
Disponibles en banque	-	130 121
Comptes d'avances temporaires	-	4 050
Comptes de dépôt (voir tableau I)	-	3 311 092
Sommes à recevoir	-	63 434
Somme à recevoir du Fonds général du CCI	(63 674)	45 400
GATT : liquidités et dépôts pour le compte du CCI	2 647 374	-
Contributions à recevoir	467 560	2 192 088
Total des disponibilités à court terme	3 051 260	5 766 193
Exigibilités à court terme		
Sommes à payer	-	-
Somme due au BCI de l'ONU	-	-
Somme due à l'ONU	-	-
Total des exigibilités	-	-
		40 154
		33 689
		7 387
		89 430
Réserves		
Réserve au titre des projets	-	192 156
Réserve au titre des indemnités à verser à la cessation de service		67 802
Total des réserves	18 779	259 960

ETAT I (suite)

<u>Actif</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>Passif et solde des fonds</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>		<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
III. Total général de tous les fonds	<u>3 270 519</u>	<u>6 021 966</u>	III. Total général de tous les fonds	<u>3 270 519</u>	<u>6 021 966</u>
			II. Fonds d'affectation spéciale (suite)		
			<u>Solde des fonds</u>	-	2 918 818
			Solde disponible au 1er janvier		
			A ajouter : excédent des recettes	<u>2 918 818</u>	<u>2 136 266</u>
			sur les dépenses		
			Solde des fonds alloués	<u>2 918 818</u>	<u>5 055 084</u>
			Fonds non alloués	<u>113 663</u>	<u>361 719</u>
			Solde au 31 décembre	<u>3 032 481</u>	<u>5 416 803</u>
			Total des exigibilités, des		
			réserves et du solde des fonds	<u>3 051 260</u>	<u>5 766 193</u>

Notes : 1) Le coût du mobilier, du matériel et des véhicules est imputé sur le budget au moment de l'achat; la valeur au prix coûtant des articles encore utilisés au 31 décembre 1973 était de 72 158 dollars.

2) Il y avait des stocks de publications destinées à être vendues ou à être distribuées gratuitement.

CERTIFIÉ EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,
(Signé) W. H. ZIMHL

Le 31 mars 1974

Fonds général - Recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	Prévisions initiales	Crédits additionnels	Montants révisés	Montants effectifs pour 1973	Pourcentage	Augmentation ou (diminution)	Montants effectifs pour 1972	Pourcentage
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars		Dollars	Dollars	
Contributions								
Du GATT	1 130 400	159 000	1 297 400	1 297 400	42,37	-	900 110	43,30
De la CNUCED	1 130 400	159 000	1 297 400	1 297 400	42,37	-	900 110	43,30
Virement d'excédents budgétaires	2 350	-	2 350	2 350	0,00	-	10 364	0,72
Economies réalisées lors du règlement	-	-	-	9 858	0,32	9 858	3 421	0,15
d'engagements de l'exercice précédent	-	-	-	(16 779)	(0,55)	(16 779)	(2 748)	(0,39)
Pertes au change	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement, à l'occasion du retrait	-	-	-	-	-	-	-	-
de participants, des cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-
versées par l'Organisation à la	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisse commune des pensions du	-	-	-	-	-	-	-	-
personnel des Nations Unies	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes accessoires	-	-	-	5 995	0,19	5 995	0 275	0,37
Intérêts	6 000	-	6 000	1 753	0,06	(4 247)	13 542	0,60
Ventes de publications	17 000	-	17 000	9 571	0,31	(7 429)	19 301	0,85
Divers	3 342	-	3 342	34~	0,01	(2 993)	260	0,01
Total partiel	2 305 500	310 000	2 623 500	2 607 905		(15 595)	2 012 643	
Contributions au titre des frais généraux								
relatif aux dépenses dont le coût est								
imputé sur les dépenses extra-								
budgétaires	236 000	6 132	244 132	245 435	0,02	1 303	131 253	5,60
De fonds généraux	210 000	-	210 000	163 534	5,34	(46 466)	119 800	5,29
Du Fonds général	-	-	-	45 163	1,40	45 163	-	-
Dépenses	446 000	6 132	454 132	454 132		-	251 053	
Montant des dépenses et pertes	2 751 500	326 123	3 077 632	3 062 037	100,00	(15 595)	2 263 696	100,00
Total				3 057 730			2 251 763	
Excédent des recettes sur les dépenses				-			179	
porté sur le solde du Fonds général				3 057 730			2 251 942	
(Etat I)				4 307			11 754	

CERTIFIÉ EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

Le 31 mars 1974

Ouvertures de crédits, dépenses engagées et solde inutilisé des ouvertures de crédits
de l'exercice 1973

Objet des allocations de crédits	Ouvertures de crédits initiales		Ouvertures de crédits additionnels		Virements ultérieurs entre chapitres		Montants définitifs de crédits		Solde inutilisé des ouvertures de crédits		Engagements	
	Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars	
											Réglés	Total
<u>Chapitres</u>												
<u>Titre premier. Secrétariat</u>												
1. Traitements et salaires	1 488 600		213 400		(8 803)		1 693 197		-		1 687 097	1 693 197
2. Dépenses communes de personnel	384 100		10 900		12 055		407 055		-		396 617	407 055
3. Frais de voyage du personnel en mission	36 600		6 900		-		43 500		6 107		33 558	37 393
4. Dépenses de représentation	1 000		-		-		1 000		125		842	875
5. Matériel et installations	15 100		4 400		27		19 527		-		18 770	19 527
6. Frais généraux	311 200		64 800		(3 279)		372 721		11 155		338 930	361 566
7. Imprimerie	68 900		17 600		-		86 500		2 515		58 063	83 985
Total partiel	2 305 500		318 000		-		2 623 500		19 902		2 533 877	2 603 598

1
13
1

Titre II. Frais généraux du PNUD et des fonds d'affectation spéciale

8. Traitements et salaires	384 000		8 132		12 239		404 371				400 612	404 371	89,04
9. Frais de voyage du personnel en mission	50 000		-		(15 342)		34 658				30 665	34 658	7,63
10. Frais généraux	12 000		-		3 103		15 103				10 603	15 103	3,33
Total partiel	446 000		8 132		-		454 132				441 880	454 132	100,00
Total	2 751,500		326 132		-		3 077 632		19 902		2 975 757	3 057 730	

a/ Les prévisions de dépenses au Titre II peuvent être dépassées parallèlement à toute augmentation des contributions effectivement reçues pour assurer un appui efficace aux projets (document L/3527 du GATT).

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

Le 31 mars 1974

Fonds d'affectation spéciale pour des projets dont le coût est imputé
sur des ressources extra-budgétaires

Solde reporté de l'exercice précédent, allocations et dépenses de 1973 et
solde au 31 décembre 1973

<u>Donateur</u>	<u>Solde au 31 décembre 1972</u> Dollars	<u>Allocations</u> Dollars	<u>Total disponible</u> Dollars	<u>Dépenses au titre des projets</u> Dollars	<u>Contributions au titre des frais généraux</u> Dollars	<u>Dépenses totales</u> Dollars	<u>Solde au 31 décembre 1973</u> Dollars
Organisme suédois de développement international	1 926 892	2 244 039	4 170 931	1 047 035	124 276	1 171 311	2 999 620
Suède	-	1 174 495	1 174 495	47 137	6 128	53 265	1 121 230
Organisme norvégien pour le développement international	491 185	297 561	788 746	274 403	34 492	308 895	479 851
Finlande	303 168	168 080	471 248	268 801	34 663	303 464	167 784
Pays-Bas	115 754	258 363	374 117	242 487	31 524	274 011	100 106
Organisme danois de développement international	63 773	90 100	153 873	2 481	322	2 803	151 070
Allemagne, République fédérale d',	-	65 000	65 000	34 325	4 462	38 787	26 213
Japon	-	50 536	50 536	44 722	5 814	50 536	-
Brésil	-	30 077	30 077	18 615	2 420	21 035	9 042
Suisse	8 825	348	9 173	8 118	1 055	9 173	-
Trinité-et-Tobago	3 150	-	3 150	2 703	279	2 982	168
Belgique	6 071	(6 071)	-	-	-	-	-
	2 918 818	4 372 528	7 291 346	1 990 827	245 435	2 236 262	5 055 084

CERTIFIÉ EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

Le 31 mars 1974

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES

TABLEAU 1

Comptes de dépôt des fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 1973

<u>Banque</u>	<u>Période et monnaie</u>	<u>Principal</u> <u>Dollars</u>	<u>Intérêts</u> <u>échus</u> <u>Dollars</u>
Kleinwort and Benson Ltd., Londres	24 octobre 1973 au 24 janvier 1974 Dollars des Etats-Unis	690 493	12 449,89
Lloyds and Bolsa Ltd., Londres	5 décembre 1973 au 5 mars 1974 Dollars des Etats-Unis	555 911	4 115,28
Kleinwort and Benson Ltd., Londres	23 novembre 1973 au 25 février 1974 Dollars des Etats-Unis	700 000	6 912,50
Kleinwort and Benson Ltd., Londres	20 décembre 1973 au 20 mars 1974 Dollars des Etats-Unis	455 750	1 444,79
Kleinwort and Benson Ltd., Londres	A vue à partir du 30 septembre 1973 Dollars des Etats-Unis	533 938	13 268,73
Kleinwort and Benson Ltd., Londres	23 novembre 1973 au 25 février 1974 1 200 000 francs suisses	375 000	3 513,00
		<u>3 311 092</u>	<u>41 704,00</u>

TABLEAU 2

Fonds d'affectation spéciale pour les projets dont le coût est
imputé sur les ressources extra-budgétaires

Allocations et dépenses de l'exercice précédent et solde au
31 décembre 1972

	<u>Allocations</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Solde au 31 décembre 1972</u>
Organisme suédois de développement international	3 475 811	1 548 919	1 926 892
Organisme norvégien pour le développement international	666 93	175 698	491 185
Finlande	463 758	160 590	303 168
Pays-Bas	124 752	8 998	115 754
Organisme danois de développement international	114 347	50 574	63 773
Suisse	11 419	2 594	8 825
Trinité-et-Tobago	5 000	1 850	3 150
Belgique	46 867	40 796	6 071
	<u>4 908 837</u>	<u>1 990 019</u>	<u>2 918 818</u>

IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Le Comité des commissaires aux comptes, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 74 (I), est tenu de procéder à la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris de tous ses fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, conformément à l'article XII du Règlement financier de l'ONU et à l'annexe audit règlement, intitulée "Mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies".
2. La vérification des comptes du Centre CNUCED/GATT du commerce international, qui était géré conjointement par la CNUCED et le GATT, agissant en tant qu'associés égaux, a été confiée, avec l'accord du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au Comité des commissaires aux comptes de l'ONU à compter de l'exercice 1973; elle était effectuée jusque-là par les vérificateurs extérieurs des comptes du GATT.

Etats financiers présentés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973

3. Le Secrétaire général a soumis, pour attestation et vérification, les états financiers ci-après, accompagnés de deux tableaux explicatifs :
 - Etat I. Etat récapitulatif de l'actif, du passif et du solde des fonds au 31 décembre 1973.
 - Etat II. Fonds général - Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973.
 - Etat III. Etat des ouvertures de crédits, des dépenses engagées et des soldes inutilisés des ouvertures de crédits de l'exercice 1973.
 - Etat IV. Etat des fonds d'affectation spéciale pour des projets dont le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires, soldes reportés de l'exercice précédent, allocations et dépenses de 1973, et solde au 31 décembre 1973 (par donateur).

Retard dans la présentation des comptes annuels

4. Aux termes de l'article 11.4 du Règlement financier de l'ONU, "le Secrétaire général soumet les comptes annuels au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice". Les comptes annuels certifiés exacts du Centre CNUCED/GATT du commerce international pour l'exercice 1973 n'ont été présentés au Comité des commissaires aux comptes que le 23 mai 1974.

Etendue de la vérification

5. L'étendue de la vérification effectuée par le Comité des commissaires aux comptes est régie par le Règlement financier, qui prévoit que :

"La vérification des comptes est effectuée conformément aux normes usuelles généralement acceptées en la matière et, sous réserve de toutes directives spéciales de l'Assemblée générale, conformément au mandat additionnel joint en annexe au présent règlement.

Le Comité des commissaires aux comptes a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.

Le Comité des commissaires aux comptes est complètement indépendant et seul responsable de la conduite de la vérification.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires peut demander au Comité des commissaires aux comptes de faire certaines vérifications spécifiques et de présenter des rapports distincts sur leurs résultats."

6. Le paragraphe 1 de l'annexe susmentionnée au Règlement financier exige que :

"Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :

a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;

b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;

c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;

d) Que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;

e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes."

7. Le Comité a effectué ses vérifications conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU et conformément aux normes généralement acceptées en la matière. Il a notamment effectué un examen général des procédures comptables et du système de contrôle intérieur, et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives qu'il a jugées nécessaires en l'occurrence.

8. Le Comité a communiqué des exemplaires du présent rapport au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au Directeur du Centre et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. En outre, des exemplaires ont été envoyés au Secrétaire général de la CNUCED et au Directeur général du GATT.

Dispositions administratives et financières concernant le Centre

9. Le Centre CNUCED/GATT du commerce international a été établi le 1er janvier 1968 en application de la résolution 2297 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1967, et conformément à la décision des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 22 novembre 1967 (document SR.24/14 du GATT). Conformément aux dispositions qui ont été arrêtées, les décisions relatives au budget et au programme de travail du Centre sont prises par les organes directeurs de la CNUCED et du GATT sur la base des recommandations formulées annuellement par le Groupe consultatif commun CNUCED/GATT du Centre du commerce international.

10. Aux termes du paragraphe 2 du dispositif de la résolution susmentionnée, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général de la CNUCED à s'entendre avec le Directeur général du GATT sur les détails des dispositions administratives concernant le Centre pour 1968. Ces dispositions prévoyaient que le Directeur général du GATT serait responsable du contrôle budgétaire et financier du budget ordinaire et des fonds extra-budgétaires du Centre et que l'administration du Centre serait régie par le règlement financier et les procédures administratives générales du GATT.

11. En novembre 1972, le Directeur général du GATT et le Secrétaire général de la CNUCED ont procédé conjointement à un réexamen des dispositions administratives et financières applicables au Centre. Dans le rapport qu'ils ont établi à ce sujet (document C/W/212 du GATT), ils ont proposé un certain nombre de modifications, y compris l'abandon par le Directeur général du GATT, à compter du 1er janvier 1973, de ses responsabilités en ce qui concerne la gestion administrative et financière du Centre. Ces recommandations communes ont été approuvées par le Conseil du GATT en décembre 1972. Le Directeur général du GATT et le Secrétaire général de la CNUCED ont arrêté par la suite les dispositions voulues pour que le Centre assume lui-même la responsabilité de sa gestion budgétaire et pour que l'Office des Nations Unies à Genève soit chargé du contrôle financier.

12. Le Comité a noté que le Groupe consultatif commun CNUCED/GATT du Centre du commerce international a publié un rapport (ITC/AG(VII)/37) daté du 20 janvier 1974, dans lequel il a recommandé, entre autres, que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, y compris celui de la CNUCED, et les secrétariats du GATT et du CCI procèdent à des consultations en vue de formuler, pour le Centre, des propositions relatives aux dispositions administratives et financières et que ces dispositions tiennent compte des besoins opérationnels à moyen terme et à long terme du Centre et ne visent pas uniquement à la solution des problèmes actuels.

13. Le Comité est d'avis que les dispositions administratives et financières en vigueur, dont il est question au paragraphe 11, doivent être examinées plus avant par toutes les parties intéressées, et recommande que des mesures soient prises immédiatement en vue de les préciser afin qu'elles rencontrent l'agrément des chefs de secrétariat de la CNUCED et du GATT.

Ouvertures de crédits

14. Conformément aux procédures budgétaires en vigueur, le projet de budget du Centre pour 1973, établi conjointement par la CNUCED et le GATT, a été initialement fixé à 2 751 500 dollars par l'Assemblée générale et les parties contractantes du GATT. Ce montant a ensuite été porté à 3 069 500 dollars, soit une augmentation de 318 000 dollars, pour permettre au Centre de faire face aux dépenses supplémentaires résultant des réalignements monétaires.

15. Le montant total des crédits révisés a été réparti également entre la CNUCED et le GATT, agissant en tant qu'associés égaux. L'Assemblée générale des Nations Unies a examiné et approuvé la contribution de la CNUCED au Centre qui fait l'objet d'un article distinct du chapitre 15 du budget ordinaire. Le montant total des dépenses engagées était de 3 057 730 dollars dont 2 603 598 dollars étaient inscrits au titre premier - Secrétariat et 454 132 au titre II - Frais généraux du PNUD et des fonds d'affectation spéciale.

Fonds d'affectation spéciale pour des projets dont le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires

16. Les fonds d'affectation spéciale du Centre ont été établis pour permettre de financer des projets exécutés dans le domaine de la promotion des exportations; ils sont alimentés par des contributions volontaires.

17. Comme il ressort de l'état IV, le Centre disposait au 1er janvier 1973 d'un montant de 2 918 818 dollars pour poursuivre l'exécution de projets commencés au cours d'exercices précédents. En 1973, des allocations d'un montant de 4 372 528 dollars ont été faites au titre de nouveaux projets ou de la poursuite de projets en cours. En conséquence, le montant total disponible en 1973 pour les projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale s'élevait à 7 291 346 dollars.

18. Les dépenses totales effectuées en 1973 au titre de projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 2 236 262 dollars, ce qui a laissé un solde inutilisé de 5 055 084 dollars. En outre, l'état I fait apparaître un montant de 361 719 dollars représentant des fonds non alloués, qui n'ont pas été immobilisés en attendant l'approbation de nouveaux projets ou de la poursuite de projets en cours. A la fin de 1972, le montant correspondant des fonds non alloués était de 113 663 dollars.

19. Le Comité est d'avis que pour éviter que le montant des fonds non alloués ne continue d'augmenter, le Groupe consultatif commun CNUCED/GATT devrait réexaminer l'utilisation de ces fonds et décider définitivement de leur affectation.

Remerciements

Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur du Centre du commerce international et le Secrétaire général de la CNUCED, ainsi que leurs collaborateurs, du concours et de l'assistance qu'ils ont bien voulu lui prêter.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

L'Auditeur général du Canada,

(Signé) J. J. MACDONELL

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. HAMID

Le 25 juin 1974

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها
أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
